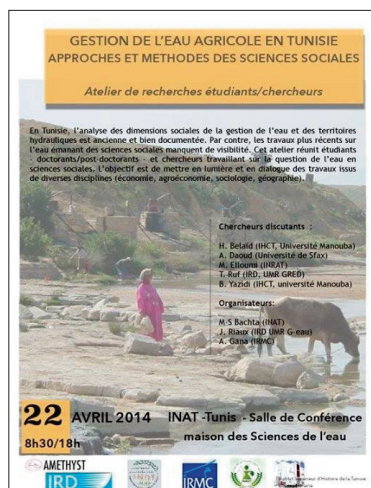


L'eau : objet de recherche, « miroir des sociétés » ?

Un atelier sur les approches sociales de la gestion de l'eau agricole en Tunisie a été organisé à l'INAT, le 22 avril 2014 à l'initiative de **Jeanne Riaux** (IRD), en coordination avec **Alia Gana** (IRMC) et **Mohamed Salah Bachta** (INAT), dans le cadre du programme ANR AMETHYST. Partant du constat de l'importance des travaux de recherche sur l'eau en Tunisie mais de la faiblesse des échanges à ce propos entre équipes et institutions en Tunisie, l'objectif de cette rencontre a été de mettre en réseau ces chercheurs (INAT, IRMC, INRAT, IRD, Institut Supérieur d'Histoire contemporaine de la Tunisie, Université de Sfax) ainsi que les nombreux étudiants en sciences sociales (Master, doctorants et post-doctorants) travaillant sur les questions de l'eau dans le pays.



Après une allocution d'ouverture par le directeur de l'INAT, **Elyes Hamza**, qui a accueilli cette journée d'étude, la matinée a débuté avec trois interventions sur la gestion sociale de l'eau et son approche historique en Tunisie. **Thierry Ruf** (IRD, UMR GRED) a d'abord exposé les apports de cette démarche, en rappelant que l'histoire hydraulique est, dès le départ, sociale et politique, du fait des multiples formes d'appropriation et de gestion de l'eau au sein des sociétés. Il a également présenté les



Développement de la gestion de l'irrigation en Tunisie © Babnet.net

différentes écoles de pensée, et les apports disciplinaires proposés par les sciences sociales dans le domaine de l'eau, et l'évolution des thématiques de réflexion – des études locales de systèmes hydrauliques à l'eau comme bien commun. Ensuite, **Habib Belaïd** et **Bécher Yazidi** (Institut Supérieur d'Histoire de la Tunisie Contemporaine) ont rappelé qu'il existe peu d'études en histoire sur la gestion des ressources naturelles, et que l'histoire de la gestion de l'eau a souvent été réalisée dans le cadre d'autres disciplines, et en premier lieu par les sciences de l'ingénieur. Néanmoins, la discipline historique a témoigné d'un récent intérêt pour ce thème, et a notamment montré que la mobilisation de l'eau a constitué l'un des piliers de la colonisation en Tunisie, à travers la domanialisation et l'accaparement de la ressource. Une part importante des sources d'archives étant toutefois produite par les autorités coloniales, la réflexion doit être orientée sur l'évolution des cadres juridiques et administratifs de l'eau, les archives, ainsi que sur les échelles d'analyse.

Par la suite, plusieurs étudiants sont intervenus pour exposer leurs travaux de recherche. **Jamel Ben Nasr** (INAT) a ouvert la session « Gouvernance de l'eau et institutions » en explicitant les différentes acceptions du concept de gouvernance et les écoles de pensée auxquelles celles-ci se

rappellent. Il mobilise dans le cadre de sa thèse un terrain dans la région de Zaghouan et des modèles de matrice pour analyser les rapports de force locaux, et voir les effets de la gouvernance sur l'efficacité de la gestion de l'eau.

Sameh Rekik Bouguecha (INAT) a expliqué comment elle analyse dans sa thèse les blocages institutionnels et les liens entre innovation, croissance, développement et durabilité, à partir du cas d'étude de deux périmètres publics irrigués dans le gouvernorat de Sfax.

Des discussions se sont alors engagées sur les décalages qui peuvent exister entre volonté des institutions et réalités locales, sur les différences d'approches méthodologiques – hypothético-déductive ou inductive – et sur la façon d'articuler terrain et théorie : l'eau a toujours une dimension spatiale, c'est finalement la manière d'aborder cette spatialité qui diffère.

On a retrouvé ensuite cette réflexion à travers l'intervention de **Wafa Ben Fraj** (INRAT/INAT), dans la tension entre défense du système écologique et poursuite de l'aménagement du bassin versant de l'Ichkeul dont une partie a été classée parc national. Ce type de questionnement invite à étudier la perception des changements environnementaux selon les différentes parties prenantes et invite à considérer l'emboîtement des échelles.



Golf de Gabes © apal.nat.tn

Comptes-rendus d'activités

La deuxième session « Gestion de l'eau, pratiques techniques et dynamiques socio-territoriales » a regroupé des travaux centrés sur la dimension sociale de l'eau. **Irène Carpentier** (Paris I / IRMC) a souligné que dans les études sur les oasis, l'eau demeure souvent au centre des recherches et contribue à alimenter un fantasme (l'eau au cœur des crises) qui monopolise les débats. Elle propose dans sa thèse de dépasser cette vision à travers une approche typologique des formes d'utilisation de l'eau et de valorisation des territoires.



Oued de Chebika © Philippe Denize.

L'intervention de **Zakia Jenhaoui** (IRD) s'est focalisée sur la multiplication des puits de surface dans le Kairouanais et leur rôle dans l'amélioration de l'accès à l'eau. Elle a insisté sur leur valeur symbolique et sur les relations d'alliances et d'oppositions qu'ils révèlent : le puits a un moment unifié les populations mais tend aujourd'hui à les disperser. Une des questions posées a été celle du changement à venir, du fait de l'introduction des forages, qui reposent sur une nouvelle technique d'accès à l'eau.

Par ailleurs, **Anne-Laure Collard** (IRMC/IRD) a montré comment elle mobilise l'approche de sociologie des techniques, utilisée dans le cadre de sa thèse au Brésil, pour analyser le renouvellement des rapports de pouvoir liés à l'évolution des formes d'accès à l'eau dans le Kairouanais. Elle s'intéresse ainsi à la réinvention des pratiques de l'eau en transposant le lien entre

eau, technique et pouvoir pour la zone des eaux pérennes du Merguellil.

La troisième session était centrée sur les liens entre eau et foncier, à travers l'étude de l'accès, des usages et des concurrences pour la ressource. **Mathilde Fautras** (Paris Ouest/IRMC) a expliqué comment l'irrigation a transformé les espaces ruraux dans la région de Sidi Bouzid, en s'imposant comme une nouvelle norme alors même qu'elle concerne une minorité des espaces cultivés. Elle cherche à analyser les conflits d'accès à l'eau qui entraînent différentes stratégies d'adaptation, en lien avec la question de la sécurité alimentaire.

Dans son Master, **Fadwa Saïdani** (Supagro/IRSTEA) s'intéresse à la diversité des modes d'accès aux eaux souterraines et leur influence sur l'accès au foncier. Un des objectifs de son travail consiste à élaborer une typologie des formes d'accès à l'eau en lien avec les modes de faire valoir, à partir du cas de Chebika dans le gouvernorat de Kairouan.

Malek Ghilleb (Supagro/IRSTEA), qui travaille en tandem avec Fadwa, a présenté quant à elle son Master sur les liens entre accès à l'eau et vulnérabilité, en mobilisant les concepts de risque, *sustainable livelihoods*, et adaptation.

Ces présentations, qui témoignent de la diversité des approches de la question de l'eau, ont suscité un débat animé entre les participants sur la place de l'eau dans les recherches en sciences sociales : celle-ci est-elle un objet de la recherche, ou un miroir des sociétés, un alibi permettant de reproduire des conflits, tensions et relations de pouvoir existant par ailleurs ?

La discussion s'est aussi structurée autour de la question suivante : les études sur l'eau répondent-elles à une demande sociale ? Quelle est la dimension sociétale de cette thématique, et dans quelle mesure la recherche peut-elle – outre l'évaluation et la critique des modèles dominants – proposer des alternatives, de nouveaux modèles de fonctionnement ? Il est ressorti des échanges que l'eau n'est jamais le facteur unique des tensions, et qu'il est nécessaire de prendre en compte les autres aspects pour comprendre les dynamiques internes, locales. Car l'enjeu réside dans la transformation des systèmes, voire dans leur survie. Aussi, les participants

ont longuement débattu de la légitimité du chercheur à construire son sujet : faut-il nécessairement une dynamique locale ou une demande explicite pour justifier la recherche ?

Le dialogue engagé lors de cette journée d'étude pourrait se poursuivre en pérennisant un espace de débat autour des travaux d'étudiants sur les thématiques de l'eau. Plusieurs perspectives ont été évoquées, le groupe a notamment envisagé d'organiser des visites croisées sur les différents terrains. De plus, l'idée serait de mettre en commun et constituer un corpus théorique sur l'étude de l'eau en sciences sociales spécifiquement tourné vers la Tunisie.



Citerne Aghlabide (Kairouan) ©fr.wikipedia.org.

Alia Gana (CNRS/IRMC) a évoqué le projet d'organiser un séminaire de plus grande ampleur associant deux approches complémentaires de l'eau : celle en termes de concurrence/conflits, et celle en termes de négociation/concertation. Thierry Ruf nous a informé de la volonté en cours de construire une formation pluridisciplinaire destinée aux acteurs de l'eau du Nord et du Sud de la Méditerranée.

La distance au terrain, la pertinence des comparaisons, le dialogue entre chercheurs et décideurs : autant de réflexions partagées par l'ensemble du champ des sciences sociales, et par les chercheurs et étudiants qui s'intéressent à l'eau en particulier. Ces questionnements encouragent un travail en réseau et un effort collectif sur le long terme, qui dépasse les frontières disciplinaires.

**Irène Carpentier et
Mathilde Fautras**